

## INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves  
TUNISIE-MAROC/ACCIDENTS

**Au** moins 26 morts en Tunisie, 17 au Maroc: le Maghreb est endeuillé par deux accidents de bus, survenus tous deux dimanche et qui comptent parmi les plus meurtriers dans ces pays d'Afrique du Nord. En Tunisie, l'autocar, qui transportait des touristes locaux âgés de 20 à 30 ans, est sorti de la route et a chuté dans un ravin, dans la région montagneuse d'Aïn Snoussi (nord-ouest). Au lendemain de ce drame, vitesse et vétusté du bus ont été citées parmi les principales causes de l'accident, qui a également fait 17 blessés.

## ARGENTINE/JUSTICE

**Huit** jours avant d'accéder à la vice-présidence de l'Argentine, Cristina Kirchner a comparu hier devant la justice pour corruption présumée, ce qui vise selon elle à "détruire les leaders populaires et démocratiques". L'ancienne présidente (2007-2015) âgée de 66 ans, est mise en examen dans plusieurs affaires en cours d'instruction pour blanchiment, enrichissement personnel, détournements de fonds ou pour avoir reçu des pots de vin. Nombre de ses ex-ministres ont été placés en détention préventive dans ces différents dossiers.

## ETATS-UNIS/VENEZUELA

**Le** chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo a défendu hier lundi la "retenue" militaire des Etats-Unis au Venezuela, semblant écarter une intervention armée pour chasser le dirigeant socialiste Nicolas Maduro dont il a toutefois prédit le départ, tôt ou tard. Dans un discours sur la politique de Donald Trump en Amérique latine, il a confirmé que la priorité était de combattre le "socialisme", mais il a théorisé une diplomatie faite de "réalisme, retenue et respect".

**"Nous** avons dit que toutes les options étaient sur la table pour aider les Vénézuéliens à retrouver leur démocratie et leur prospérité", a-t-il déclaré à Louisville, dans l'Etat américain du Kentucky.

## France : hommage national aux 13 soldats tués au Mali

Jonas OSSOMBEY  
Libreville/Gabon

**L**A France a rendu hier hommage aux treize soldats tués il y a huit jours lors d'une collision de deux hélicoptères au nord du Mali. C'est le président Emmanuel Macron, en personne, qui a présidé la cérémonie officielle d'hommage national dans la cour des Invalides à Paris.

Dans une atmosphère pesante, le chef d'Etat français s'est incliné devant "le sacrifice" des soldats tués au Mali la semaine dernière, "morts pour la France" et "les peuples du Sahel". Tout en saluant "treize destins français", devant quelque 2.500 personnes, dont les familles des victimes, et plusieurs responsables politiques. Les cercueils drapés des couleurs tricolores ont été portés par les camarades des soldats tués, au son des tambours, au coeur de la cour pavée avant d'être disposés devant le numéro un français. Égrenant un à un leurs noms et leurs parcours, le ton grave, M. Macron a loué le "courage" et les "qualités humaines" de ces hommes. "Ils sont morts pour nous tous", a-t-il déclaré. "Ils sont morts en opération, pour la France, pour la protection des peuples du Sahel, pour la sécurité de leurs compatriotes et pour la liberté du monde, pour nous tous qui sommes là". Tous ont été faits Chevalier de la Légion d'honneur à titre posthume.

Plusieurs militaires, anciens combattants, anonymes, ainsi que des milliers de personnes s'étaient d'abord réunies sous un soleil radieux et dans un froid cinglant pour voir passer le cortège sur le Pont Alexandre III, avant qu'il ne pénètre dans l'enceinte qui accueille depuis le XVIIe siècle vétérans et blessés de guerre. Parmi les personnalités étrangères et françaises présentes à cet hommage national, l'on pouvait noter le président malien Ibrahim Boubacar Keita, les anciens présidents Nicolas Sarkozy et François Hollande, le Premier ministre Edouard Philippe, et les responsables des principaux



Photo: AFP

L'hommage national aux Invalides des soldats français morts au Mali

partis politiques. A noter que les deux hélicoptères sont entrés en collision alors qu'ils appuyaient des commandos parachutistes qui avaient repéré des pick-up suspects dans la zone frontalière avec le Niger et le Bur-

kina Faso, une région servant de repaire à des groupes jihadistes affiliés à l'Etat islamique (EI) ou Al-Qaïda. Aucun des occupants n'a survécu.

Les 13 soldats tués, tous officiers et sous-officiers, servaient au 5e

régiment d'hélicoptères de combat (5e RHC), au 4e régiment de chasseurs (4e RCH), au 93e régiment d'artillerie de montagne (93e RAM) et à la Légion étrangère, tous représentés à la cérémonie.

**Source : AFP**

## Paris en première ligne



Un hélicoptère français survolant la région du Sahel.

Jonas OSSOMBEY  
Libreville/Gabon

**A**vec 4 500 hommes dans le cadre de l'opération Barkhane, dans la bande sahélo-saharienne, l'armée française constitue la première force militaire dans la lutte contre les groupes armés. Après six ans de présence continue dans cette région, c'est une guerre sans merci qu'elle livre contre les groupes terroristes de

l'Etat islamique (EI) et ses ramifications. Provoquant au total 41 morts du côté français. Un bilan jugé lourd par certains observateurs, ainsi que les milieux politiques et militaires français. D'ailleurs, c'est ce qui a fait dire, au chef d'état-major François Lecointre, la semaine dernière, après la collision des deux hélicoptères au nord du Mali, que la victoire contre le Jihadisme ne sera pas définitive. Une approche qui laisse penser à un

enlèvement de la situation sécuritaire au Sahel où chaque semaine de nombreuses attaques provoquent plusieurs pertes en vies humaines autant civiles que militaires.

L'heure est donc à une sorte de ressaisissement qui donne lieu à la mise en place de nouvelles stratégies. Ce n'est donc pas pour rien que samedi dernier, à travers un message diffusé, le président malien a lancé l'initiative d'un dialogue national pour tenter de trouver des solutions à une crise, non seulement sécuritaire, mais multiforme, à laquelle le Mali est en proie depuis des années. Surtout que d'aucuns soutiennent clairement qu'il n'y aura pas de paix dans cette région du continent par l'unique voie des armes. Les discussions politiques devant également être prises en compte pour un retour définitif à la paix.

Photo: DR/L'Union